



VIGILANCE & ACTION

*"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".*

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 158 JUILLET - AOÛT 2002 - 4 € ISSN 0989-3237

PRINTEMPS 2002 : LE TOURNANT

par Jacques ROUGEOT, professeur à la Sorbonne

Jospin, Elizabeth Guigou, Martine Aubry... Qui pense encore à ces étoiles du firmament socialiste, ou du moins présentées comme telles pendant cinq ans par des médias complaisants ? Un passé qui remonte à quelques semaines paraît perdu dans les brumes d'un monde révolu. Pourtant, nous aurions tort de considérer ce passé récent comme purement et simplement aboli. Il faut encore une fois nous retourner vers lui.

Certes, depuis plusieurs mois, tous nos moyens, toutes nos ressources, toutes nos préoccupations étaient concentrés vers un objectif : les élections décisives de mai et de juin. Le court terme était notre horizon inéluctable et l'efficacité la règle du combat. Mais aujourd'hui, le temps a changé d'échelle. Nous sommes à une période charnière, où il est indispensable de faire un rapide bilan avant d'envisager les perspectives qui s'ouvrent pour la France après le tournant du printemps 2002.

L'ARROSEUR ARROSÉ

La gauche n'est pas bonne perdante. C'est humain, mais ce qui est plus particulier dans son cas, et que la droite ne sait pas faire, c'est qu'elle se réapproprie les événements fâcheux qu'elle subit pour leur conférer une forme et un éclairage plus acceptables, de façon à créer rétrospectivement une sorte de vérité officielle qu'elle s'efforce d'imposer en la martelant sans relâche. Cette fois-ci, dans la mesure où la gauche reconnaît sa défaite (mesure quelquefois très faible, on le verra), elle l'impute à

une injustice dont l'origine n'est pas bien précisée (ingratitude du peuple, cruauté du destin, cynisme de ses adversaires...), mais dont l'existence est indéniable. Ainsi, l'essentiel est sauf : la gauche demeure par nature le parangon de la vertu politique. Elle méritait de gagner, elle a moralement gagné mais, comme chacun le sait, la vertu n'est pas toujours récompensée en ce bas monde, et ses adversaires n'ont pas de quoi être fiers de ce résultat immoral.

Et en effet, cette version est en passe d'être amplement accréditée. On voit en particulier se profiler dans les médias l'image d'un Jospin pas franchement enjoué, certes, mais si compétent, si sérieux, si rigoureux, si honnête, trop sans doute, et dont le grand tort est de n'avoir pas été assez démagogue. Pourtant, quand on compare cette vérité officielle à la vérité vraie, on se dit que cette transmutation du plomb vil en or pur relève plus de l'alchimie que de l'analyse politique.

Ce qui frappe rétrospectivement, en effet, c'est que Jospin et les siens ont toujours compté pour gagner sur des manœuvres de bas étage, éventuellement répugnantes, mais qu'une sorte de justice immanente semble avoir pris un malin plaisir à retourner systématiquement chacune de ces manœuvres contre ses auteurs. C'est ce qu'on peut appeler, plus prosaïquement, le scénario de l'arroseur arrosé.

Cette justice pleine d'humour a quelquefois pris son temps. C'est le cas avec l'opération Le Pen qui, comme chacun le sait aujourd'hui,

avait été montée par Mitterrand pour cantonner hors du jeu politique normal une partie non négligeable des voix de la droite. Jospin, qui pourtant n'avait accepté l'héritage mitterrandien que partiellement et sous bénéfice d'inventaire, s'est dit que cet épouvantail, un peu vieux mais bien au point, pouvait encore servir pour faire perdre quelques points à Chirac. La preuve que Le Pen faisait toujours partie du dispositif de Jospin dans la campagne présidentielle, ce sont les cris de réprobation et d'inquiétude poussés par la gauche (et probablement les discrets coups de main donnés par celle-ci) lorsqu'on craignit que Le Pen n'obtienne pas les fatidiques cinq cents signatures : au nom des grands principes démocratiques, il fallait que cet homme diabolique mais représentatif pût être candidat au premier tour de l'élection présidentielle. Malheureusement, à la suite d'une fatale erreur de dosage qui n'avait qu'une chance infime de se produire, la nitroglycérine explosa au visage du manipulateur maladroit.

Une autre manœuvre, proprement jospinienne celle-ci, connut un sort identique : il s'agit de l'inversion du calendrier électoral. Comme la gauche risquait fort d'être battue aux élections législatives si celles-ci se tenaient en premier, il fallait organiser d'abord l'élection présidentielle, qui ne manquerait pas d'être gagnée par Jospin puisqu'on allait déverser sur Jacques Chirac des tombereaux d'ordures sous lesquels il serait à coup sûr enseveli. Les législatives seraient remportées dans la foulée. Ce plan, d'une logique impeccable sur le

papier, fut aussi appliqué scrupuleusement. C'est pourtant lui qui précipita la déroute de la gauche.

Dernier exemple : la tentative d'exploitation de la candidature dissidente de Chevènement. Cette candidature, gênante par certains côtés, pouvait être utilisée si elle servait à attirer les voix des souverainistes de droite et à les canaliser au second tour vers Jospin. Pour cela, il fallait empêcher Charles Pasqua de chasser sur le même terrain, car lui aurait assurément orienté ses voix du premier tour vers Jacques Chirac. On se mit donc à exhumer, exactement au moment opportun, de vagues et anciennes affaires judiciaires qui suffirent à bloquer sa candidature. A l'arrivée, il se révéla que Chevènement, déconfit, n'avait à peu près rien pris à droite, alors que Pasqua, s'il avait été candidat, aurait un peu grignoté sur l'électorat de Jacques Chirac, et même de Le Pen.

Quelles leçons tirer de ces quelques rappels ? D'abord que les socialistes ont perdu non pas en raison de maladresses dues à leur candeur et à leur bonne foi, mais du fait de l'échec des manœuvres subtiles et sordides concoctées par l'entourage trotskyste de Jospin. Ensuite que, contrairement à ce que croient les trotskystes, le professionnalisme cynique ne suffit pas à assurer la victoire parce que la nature humaine, influençable jusqu'à un certain point, n'est pas une simple mécanique manipulable à merci par ceux qui connaissent le mode d'emploi.

LE DÉBAT POLITIQUE PERVERTI PAR LA GAUCHE

Le grand thème à la mode, présent dans presque tous les commentaires qui fleurissent depuis quelques semaines, est que les derniers scrutins ont révélé la profonde et inquiétante désaffection des Français pour le système politique, la classe politique, les institutions politiques et pour la politique en général. On relève deux symptômes de cette maladie : l'abstention et la dispersion des voix qui vont s'égarer en grand nombre sur des partis extrémistes non intégrés à la vie politique bien calibrée.

Pour certains, cette analyse est l'occasion de noyer le résultat des élections dans une sorte de bouillie

saumâtre. Au fond, tout le monde est perdant. C'est un peu plus visible pour la gauche, mais la droite aurait bien tort de sabler le champagne. Qu'elle se frappe plutôt la poitrine en confessant publiquement ses péchés et son indignité foncière. Pour notre part, au risque de passer pour des esprits simplistes, nous rappellerons ce qui est essentiel, à savoir que les mécanismes institutionnels ont fonctionné de façon parfaitement régulière et qu'ils ont rempli leur rôle qui est d'élire un président de la République et une Assemblée nationale. Les Français, en moins de deux mois, ont voté quatre fois de façon cohérente en désavouant la gauche et en confiant à la droite le pouvoir politique national. La droite exerce donc ce pouvoir en toute légalité et en toute légitimité.

Reste que les symptômes relevés plus haut existent en effet. Mais quelle est la maladie ? Rejet d'ordre moral ? Repliement de chaque individu sur lui-même ou sur son petit cercle ? Indifférence envers la chose politique, jugée trop lointaine ? Peut-être y a-t-il un peu de tout cela, mais ce n'est sans doute pas l'essentiel. On pourrait plutôt voir dans l'attitude des citoyens une sorte de désaffection sentimentale, presque de dépit amoureux à l'égard de la politique. Les Français, plus que d'autres peuples, sont spontanément des animaux politiques. Ils aiment la discussion et le débat, même quand cela ne dépasse pas le niveau du café du Commerce.

Mais pour qu'ils s'intéressent et qu'ils s'impliquent, encore faut-il qu'ils puissent se situer dans le débat ou, comme on dit dans le vocabulaire à la mode, qu'ils puissent y trouver leurs repères, c'est-à-dire, tout simplement, être pour ceci et contre cela. Dans un match de football, deux équipes s'affrontent. Il n'y a pas de mélange possible. On prend parti et on se passionne. Dans la vie politique française, encore aujourd'hui et quoi qu'on en dise, la ligne de partage se fait entre la droite et la gauche. Les commentateurs patentés ont beau expliquer gravement que ce critère n'est plus pertinent, les camps se reforment au moment décisif.

Les dernières campagnes électorales sont très instructives. D'abord un exemple a contrario, celui de l'équipée flambante au début, et

finalement pitoyable, de Chevènement. Cet homme du verbe, gonflé par les médias comme la grenouille de la fable, a été incapable d'aller au-delà du stade des incantations sur le dépassement des frontières entre la gauche et la droite. Malgré son retour in extremis dans le bercail de la gauche dans l'espoir d'obtenir un sursis des divinités de la politique (« encore une minute, Monsieur le Bourreau »), il a dû payer le prix de sa transgression et n'a pu éviter de subir une fin sans gloire. Quant aux quelques hommes de droite qu'il avait captés avant de les rejeter dédaigneusement comme on se déleste, au moment où le ballon se dégonfle, de marchandises devenues encombrantes, ils ont pleinement rempli leur vocation de cocus même pas magnifiques qui, croyant chevaucher en héros d'une épopée républicaine, se sont aperçus, un peu tard, qu'on leur avait fait jouer sur la scène politique le rôle de personnages de vaudeville.

En dehors de cette tentative malheureuse, la gauche s'est appliquée systématiquement, pendant tous les mois qui ont précédé les échéances électorales, à tenir tout débat politique à l'écart de la campagne. En fonction de la stratégie qui a été rappelée plus haut, les socialistes ont fait porter tous leurs coups sur Jacques Chirac, non pas en discutant sa politique, mais en le faisant apparaître comme un personnage foncièrement malhonnête, impliqué dans toutes sortes d'affaires louches et ne briguant un deuxième mandat que pour éviter les condamnations qui ne manqueraient pas de lui tomber dessus dès que cesserait son immunité présidentielle. Ces grands champions de la vertu politique ont organisé l'une des campagnes les plus sordides de l'histoire électorale. Leur échec ne leur restitue pas pour autant leur virginité.

Pour le cas où des citoyens incorrigibles auraient voulu éclairer leur choix en comparant les idées des uns et des autres, toute la cohorte des plumitifs de service était mobilisée pour expliquer qu'il était inutile de se livrer à cet exercice, attendu que tous les programmes se ressemblaient par leur inconsistance. C'était parfaitement faux dans le cas de Jacques Chirac, comme on le voit bien aujourd'hui où son programme est dénoncé par ses adversaires comme

porteur des plus noirs desseins. Mais il ne fait pas de doute que cette campagne anesthésique, faisant suite à cinq ans de cohabitation qui avaient brouillé les cartes, a fortement contribué à éteindre les ardeurs électorales des Français moyens. Que cette démobilisation ait finalement dépassé les limites prévues et se soit retournée contre ses instigateurs prouve simplement que l'enfer politique peut être pavé aussi de mauvaises intentions.

LES RAYONS ET LES OMBRES

En cette année Victor Hugo, le titre de l'un de ses recueils servira à évoquer les chances et les obstacles qui, au seuil de ce quinquennat, peuvent favoriser ou entraver l'action de Jacques Chirac et de son gouvernement.

Au lendemain d'élections comme celles de mai et de juin, on a souvent l'impression que le camp victorieux dispose, pour déployer son action, d'un vaste terrain libre et d'une durée quasi illimitée. C'est là une illusion d'optique qui peut être dangereuse. Sans avoir besoin de remonter au déluge, il suffit de jeter un regard sur les neuf dernières années. En 1993, la bérézina subie par la gauche paraissait à peu près irréversible, au point que bien des commentateurs prévoyaient une disparition pure et simple du Parti socialiste. En 1997, deux ou trois semaines avant le scrutin provoqué par la dissolution de l'Assemblée nationale, la seule question sérieuse que se posaient les médias et les instituts de sondage était de savoir si la droite conserverait une majorité de plus ou moins de cent sièges. Au cours des années suivantes, les commentateurs - toujours les mêmes - démontraient de façon irréfutable que la droite était en lambeaux et que la gauche était durablement installée au pouvoir, grâce en particulier au talent incomparable et à la popularité inaltérable de son chef, un certain Lionel Jospin, inventeur d'une méthode infaillible qui devait le conduire tout droit à l'Élysée. Tout cela se trouva totalement renversé après les élections municipales de 2001, qui provoquèrent pendant plusieurs mois l'euphorie de la droite, avant que celle-ci ne plongeât à plusieurs reprises dans les abîmes du pessimisme

avant le 21 avril. Aujourd'hui, la déroute de la gauche paraît à beaucoup irrémédiable, due en grande partie, comme chacun le sait, à l'impopularité congénitale et à la maladresse incurable d'un certain Lionel Jospin, complètement éclipsé par le rayonnement irrésistible d'un certain Jacques Chirac, quasiment promis, quelques mois plus tôt, aux geôles de la République.

A quoi est dû ce cours cyclothymique de la vie politique française ? Peut-être à la légendaire versatilité de notre peuple, reconnue depuis plusieurs siècles, mais aussi au mode de scrutin majoritaire, qui transforme toute défaite en débâcle et toute victoire en triomphe. Attention donc aux erreurs de perspective qui amèneraient la droite à baisser sa garde.

Au chapitre des ombres, il faut aussi ranger la situation de la France telle qu'elle est léguée par la gauche. C'est une tradition constante que la gauche au pouvoir consomme toutes les réserves disponibles et compromette l'avenir en laissant derrière elle nombre de bombes à retardement. Cette fois-ci, elle a été particulièrement efficace en dilapidant les fruits de la croissance dont elle avait bénéficiés avec une chance insolente et en plombant l'économie par des lois comme celle des trente-cinq heures, qui est en train, entre autres méfaits qui se découvriront au fil des jours, de précipiter dans le chaos le régime hospitalier de la France.

Enfin, n'oublions pas que si la droite détient la plupart des pouvoirs politiques officiels, la gauche a encore la haute main sur les nombreux pouvoirs de fait qui s'exercent, par exemple, dans les médias et dans la rue et qui peuvent asphyxier ou même bloquer les initiatives les plus salutaires du pouvoir légal. Certains annoncent déjà sans vergogne qu'ils joueront à fond cette carte maîtresse.

Pourtant, l'horizon de la droite, sans être entièrement dégagé (cela d'ailleurs se produit-il quelquefois dans l'histoire ?) est certainement beaucoup plus clair qu'il ne l'a été depuis longtemps. La raison la plus forte et la plus profonde tient à l'évolution des mentalités.

Jusqu'à présent, la droite a toujours été battue essentiellement par elle-même, plus précisément par son manque de confiance en elle-même et même par une mauvaise conscience qui lui faisait croire soude-

ment que le bien en politique et le sens de l'histoire étaient du côté de ses adversaires. Aussi abandonnait-elle presque sans combat des domaines immenses et essentiels tels que l'enseignement, la culture et tout ce qu'on appelle les questions de société, c'est-à-dire tous les instruments qui servent à influencer l'opinion et à façonner les mentalités. Aujourd'hui, les choses sont en train de changer en profondeur : c'est un véritable tournant qui est pris et qui peut nous conduire loin à condition que nous sachions pousser nos avantages.

Les manifestations de ce changement sont visibles. C'est par exemple le vigoureux coup de barre à droite qui est donné par les électeurs de tous les pays d'Europe avec une simultanéité saisissante. C'est aussi le fait (les deux phénomènes sont liés) que certaines questions comme l'insécurité et, plus récemment, l'immigration, jusqu'à présent frappées d'interdit par la pensée dominante, reçoivent non seulement droit de cité, mais se trouvent propulsées au premier plan des préoccupations. Il reste certes un long chemin à parcourir mais, pour la première fois depuis longtemps, ce chemin devrait nous mener dans la bonne direction.

Il faut d'ailleurs remarquer que ce n'est pas la classe politique qui est à l'initiative et à la tête de ce mouvement. La réaction est venue des fondateurs des nations, prenant souvent de court ceux mêmes qui en sont politiquement bénéficiaires. Notre espoir est renforcé par le fait qu'elle est manifestement mieux prise en compte par les dirigeants appartenant à une génération nouvelle, moins émoussés que leurs aînés par l'incessante guerre d'usure idéologique jusqu'alors menée par la gauche.

En France, ce changement d'état d'esprit est, sinon mesurable, du moins très perceptible aujourd'hui. Naguère encore, au lendemain des élections, c'était le scepticisme qui dominait dans l'opinion, surtout à droite : chat échaudé craint l'eau froide. Actuellement, un certain courant de confiance passe entre le pouvoir et les citoyens. Tout l'avenir est suspendu au maintien de ce courant.

Enfin, parmi les facteurs de nature à susciter l'espoir, il en est un, conjoncturel, qui est propre à notre pays : c'est ce qu'on pourrait appeler le phénomène Chirac. Depuis plu-

sieurs mois, nous avons attiré l'attention sur ce point. Certains ont pu croire qu'il s'agissait d'un simple argument électoral inspiré par la méthode Coué. Aujourd'hui, chacun sent que le président de la République, parvenu au faite de son expérience politique, intérieurement densifié et renforcé par les épreuves subies, libéré par les succès remportés, a la volonté et les moyens de vivre les prochaines années non pas comme une fin de carrière, mais comme le couronnement d'un destin appelé à faire partie de l'histoire de France. Il est significatif de constater que même les commentateurs les plus fielleux parlent de lui sur un tout autre registre.

CE QU'ATTENDENT LES FRANÇAIS

Rien d'important ne se fait dans la vie d'une nation si le sentiment ne s'en mêle, et même de préférence la passion. Le succès ou l'échec, dans la période qui s'ouvre, dépendra fortement des rapports entre le pouvoir et l'ensemble des Français. Aujourd'hui, la tonalité dominante est faite de confiance et d'espoir, sentiments précieux dans la conjoncture présente, mais qui pourraient se retourner dangereusement s'ils étaient frappés par la déception.

Bien entendu, le gouvernement doit faire face à des difficultés nombreuses, redoutables, enchevêtrées et nécessitant une action de tous les instants sur tous les terrains. Dès lors, le risque est grand de se laisser engluier dans la gestion quotidienne en considérant que les grandes idées et les grandes ambitions sont un luxe que ne peuvent se permettre que ceux qui ne mettent pas la main à la pâte. C'est ce que les gouvernements de droite ont souvent donné

l'impression de faire et c'est cela qui a provoqué la désaffection de nombre de leurs partisans. Il faut désormais que le pouvoir de droite tienne les deux bouts de la chaîne en assurant la gestion quotidienne tout en montrant les grandes directions. Conciliation difficile, d'autant que la solution ne consiste pas, contrairement à une formule devenue un véritable cliché, à «faire rêver les Français» en inventant ce que quel gadget intellectuel. Le rêve artificiel se brise très vite sur la réalité. Ce qui est solide et constructif, c'est de faire naître une ambition nationale largement partagée et l'adhésion à une action clairement déterminée.

Pour cela, ce qu'attendent les Français, ceux de droite très ouvertement, mais beaucoup d'autres aussi plus confusément, c'est que le gouvernement agisse non pas en louvoyant parmi les oukases et les interdits des médias de gauche, mais en fonction des problèmes réels qui se posent et en appliquant ses propres principes. Le gouvernement Raffarin est sur la bonne voie, par exemple à propos de l'insécurité. S'il fait preuve de ténacité et s'il manifeste la même détermination dans d'autres domaines comme l'immigration ou l'allègement du secteur public, il aura bien tenu son poste dans cette épreuve de longue haleine.

Remarquons aussi que cette fermeté qui inspire confiance contribue à régler, dans la foulée, des problèmes strictement politiques, voire politiques. Par exemple, qu'est-ce qui peut faire lever l'hypothèque que le Front national fait peser sur la vie politique française et en particulier sur le développement de la droite ? Certainement pas le psychodrame peu reluisant organisé entre les deux tours de l'élection présidentielle, mais bien plutôt l'espoir nouveau mis en la détermination du gouvernement, qui a incité un grand nombre d'électeurs à se détourner du FN et à voter dès

le premier tour des législatives pour les candidats de l'UMP.

Plus généralement, ce qu'attendent massivement les électeurs de la majorité présidentielle, c'est que la droite au pouvoir fasse prévaloir en toute occasion sa vision de la société et parte résolument à la reconquête de secteurs stratégiques décisifs jusqu'ici presque abandonnés à la gauche, tels que l'enseignement, la justice, les médias. Pour ne prendre que ce dernier exemple, l'entreprise sera rude et longue, car la situation est très compromise et il y a bien des cas où l'on ne peut pas agir directement. Raison de plus pour procéder sans faiblesse aux changements qui sont du ressort de la droite.

Vaste programme que tout cela, digne des travaux d'Hercule ! Mais il ne suffit pas pour le réaliser de le faire peser sur les seules épaules de l'équipe au pouvoir. Les Français en général, ceux de droite en particulier, sont gens impatientes et volontiers critiques. Ils veulent que, les conditions de base étant remplies, tout change de force presque instantanément, faute de quoi ils se livrent derechef aux délices de la récrimination. Cette attitude est une grave faiblesse, dont la gauche est beaucoup moins atteinte. Le pouvoir de droite a besoin de savoir qu'il sera soutenu sans mesquinerie dans les actions difficiles et à long terme qu'il entreprendra. Nous devons lui faire un ample crédit et surtout prendre chacun, individuellement et collectivement, toute notre part dans le travail commun. Le redressement de la France ne se fera pas sans l'action conjuguée du pouvoir et des citoyens.

Ne perdons jamais de vue que, au cours des cinq années à venir, le succès du mandat de Jacques Chirac et le succès de la législature sont les conditions indispensables, et peut-être ultimes, du renouveau de notre pays.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181

Directeur de la publication : **R. BÉTEILLE** Co-directeur de la publication : **G. FLICOURT**

Nom Prénom..... **Demande d'adhésion**

Adresse

Code postal Ville

je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois Perret tél. 01 47 57 34 44 Fax 01 47 57 34 24 Courriel : m.i.l@noos.fr

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.